

**CONTRIBUTION DE LA REGION BRETAGNE
AU DEBAT SUR LES AIDES D'ETAT A L'INNOVATION**

**SUITE A LA COMMUNICATION DE LA COMMISSION EUROPEENNE ET A LA
CONSULTATION SUR LES AIDES D'ETAT A L'INNOVATION**

Contribution de la Région Bretagne à la Consultation européenne sur les aides d'État à l'Innovation

La Région Bretagne marque un intérêt particulier en matière de R&D, d'innovation et de capital risque.

Elle a mis en place, en la matière, une dynamique active sur son territoire afin de répondre au mieux aux objectifs de l'Espace européen de la Recherche. En ce sens, elle a développé un certain nombre d'outils destinés à appuyer le montage de projets européens par la communauté scientifique régionale, elle participe activement à la réflexion sur le 7^{ème} PCRD (une contribution régionale a été transmise à la Commission européenne à l'automne 2004) et elle s'intègre dans les programmes communautaires découlant de l'actuel 6^{ème} PCRD (« Régions de la connaissance 2 »).

Elle souhaite que les encadrements communautaires puissent s'inscrire dans cette logique et prendre en compte les bonnes pratiques des régions. Elle a ainsi fait part de sa contribution à la consultation européenne sur le plan d'action relatif aux Aides d'Etat à finalité régionale, en septembre dernier. Par ailleurs, elle se déclare prête à participer à la prochaine réflexion qui sera proposée en 2006 sur les aides d'Etat en matière de Recherche et de développement.

La Région Bretagne prend acte des propositions de la Commission européenne relatives aux nouveaux encadrements des aides d'Etat à l'innovation et s'inscrit pleinement dans l'objectif de promotion des politiques de recherche et d'innovation, qui sont un enjeu majeur du développement des territoires régionaux.

Elle salue les avancées de ce texte, notamment les ouvertures proposées par la Commission sur les possibilités d'aides financières aux entreprises. Ainsi, la disposition permettant une participation des fonds publics supérieure dans le fonds de capital investissement est-elle à souligner.

Néanmoins, certaines propositions présentées dans le document de la Commission nécessitent un éclaircissement. En effet, la question de la définition de l'innovation et de ses relations au développement technologique ou à la recherche n'est pas aisée. En ce qui concerne les aides d'Etat, un encadrement distinct applicable à l'innovation n'apparaît pas, a priori, indispensable par rapport à l'existant. Par ailleurs, les critères proposés par la Commission paraissent trop limitatifs (entreprises de moins de 50 personnes) et le dispositif prévu pour le financement des projets innovants mériterait d'être élargi.

L'expérience d'attribution des crédits régionaux en matière d'innovation met en exergue divers constats :

- ⇒ Les Régions développent des politiques d'innovation proches des petites et moyennes entreprises et elles sont généralement plus réactives que les pouvoirs publics nationaux. En tant que coordinatrices du développement économique sur le territoire régional, les régions ont en effet une capacité de détection de l'innovation au plan local. Les jeunes entreprises, dont l'innovation n'est, au début, que locale et donc difficilement en mesure

de satisfaire à un comparatif européen de l'innovation, peuvent par la suite apporter de vrais germes d'innovation sur le plan européen.

- ⇒ Les crédits européens devraient donc pouvoir venir abonder les politiques régionales dans ce domaine. L'expérience du Programme régional d'Actions innovatrices de la Région Bretagne (2003-2005, cofinancé par le FEDER) a démontré l'intérêt de telles propositions.

Il conviendrait par conséquent que la réforme envisagée des aides d'Etat à l'innovation soit examinée conjointement à la réforme de la Politique de cohésion, et qu'une cohérence soit assurée entre les fonds européens qui pourront être alloués aux pôles d'excellence dans le cadre de la politique régionale, et les aides locales plus ciblées sur des projets qui, bien que plus modestes, sont innovants et donc d'une importance capitale pour la compétitivité de nos territoires régionaux.

* * * * *

- ◆ L'innovation naît de l'information technologique, commerciale. Il semble indispensable de favoriser, dans toutes les entreprises, l'organisation de démarches d'intelligence économique.
- ◆ L'innovation n'est pas uniquement descendante de la recherche vers les entreprises ; il faut faire remonter les besoins industriels vers les chercheurs dans le cadre des pôles, des clusters etc.

Le transfert est d'autant plus facilité que la recherche a été orientée.

Tous les financements pour l'organisation, l'animation de ces clusters, le montage de programmes de recherche communs devraient être facilités, tout en veillant à ce que la mise en place d'une politique de renforcement de pôles de compétences n'accentue pas les disparités régionales.

- ◆ Tout projet innovant comporte des risques liés à des difficultés de commercialisation. Il est nécessaire de partager les risques avec les entreprises.

Les aides peuvent être de diverses formes :

- ☞ subventions pour les projets les plus en amont
- ☞ avances remboursables quand les risques sont plus faibles.

Dans l'assiette des aides, il paraît nécessaire d'aller au-delà des coûts de mise au point technique et des coûts des lancements industriels et commerciaux qui, du fait de leur importance, sont les principaux obstacles à l'innovation. L'innovation n'est pas uniquement technologique, elle est accompagnée le plus souvent d'innovation, marketing, commerciale, organisationnelle, etc.

Il est ainsi proposé que les taux d'intervention soient :

- ☞ d'au moins 50 % pour toute étude de faisabilité, recherche précompétitive,
- ☞ d'au moins 35 % pour toute la recherche industrielle (en équivalent subvention).

Il ressort également de l'expérience de terrain que la définition des entreprises moyennes pourrait nécessiter le relèvement du seuil du nombre de salariés la définissant (2 000 salariés).

Les grands groupes pourraient aussi bénéficier de ce type d'aide quand ils participent à un saut technologique.

- ◆ Comme il l'a été mentionné précédemment, la définition de l'innovation est toujours délicate. L'un de ses éléments essentiels est qu'elle suppose toujours la mise au point d'un nouveau procédé ou d'un nouveau produit. Il faut dès lors envisager le cas des entreprises qui acquièrent des nouvelles technologies. Il est ainsi proposé que le niveau d'intervention soit ici plus faible et que l'aide soit réservée uniquement aux PMI (dans la mesure où le seuil de définition des PME PMI est relevé).

- ◆ Afin de favoriser la naissance de projets, il convient d'améliorer l'environnement qui permet la germination des projets, et mettre en valeur le rôle essentiel de certains acteurs, à savoir :

- ☞ Les organismes interface (Critt)
- ☞ Les centres d'appui technique
- ☞ Les technopoles, etc.

Le marché actuel ne permet pas à ces organismes de se financer.

Les pouvoirs publics devraient par conséquent pouvoir intervenir en finançant éventuellement la totalité de l'activité interface et le ressourcement des centres techniques (par l'intermédiaire des programmes de recherche) qui ne peuvent être commercialisés.

- ◆ Il s'avère indispensable d'encourager, sous toutes ses formes, les rapprochements entre les acteurs de la recherche publique et la recherche privée.

Dans ce cadre, le renforcement des compétences par l'apport de stages d'étudiants, de chercheurs, du secteur public vers le secteur privé doit être favorisé.

La Région Bretagne rejoint ainsi les propositions de la Commission européenne.

- ◆ Il existe parfois un décalage entre les résultats des travaux de recherche et le début des programmes de développement. Il faut pouvoir financer, dans les laboratoires de recherche publique, des travaux de *prédéveloppement* (qui ne sont plus tout à fait de la recherche, mais qui facilitent le passage à des travaux de développement devant être réalisés par les acteurs privés).

La création d'entreprises comporte de grands risques. En effet :

- ☞ le temps de maturation nécessaire de projets n'est généralement pas financé,
- ☞ le marché privé des apporteurs de capitaux est déficient.

Les propositions de la Commission européenne relatives au capital risque s'inscrivent ainsi dans une démarche positive et la Région Bretagne se félicite de ces orientations.